

Présentation

Le ministère de l'Éducation nationale tient traditionnellement une place importante dans les actions de formation continue et notamment dans la promotion sociale. À la suite des lois de 1971, s'est mis en place progressivement un réseau chargé d'organiser et de gérer les actions de formation continue pour les divers publics.

En 2006, les établissements secondaires publics regroupés au sein de 257 groupements d'établissements (GRETA) ont mis en commun leurs moyens en personnels, en locaux et en équipement pour répondre aux besoins de formation continue. Ils ont accueilli 439 400 stagiaires, qui ont suivi une action de formation continue dont la durée et le coût moyens ont été respectivement de 132 heures et de 6,85 euros par heure et par individu.

Après avoir diminué de 8,3 % entre 2004 et 2005, les effectifs de stagiaires financés par leurs entreprises ou par eux-mêmes se stabilisent entre 2005 et 2006. Ils représentent près de la moitié du total des effectifs (45,7 %). Le nombre de stagiaires financés par l'État diminue, lui, de 9 500 en 2006, alors que ceux des actions financées par les collectivités territoriales augmente de 3,5 % [1] [2]. Ces effectifs ainsi que le nombre des heures-stagiaires sont sans doute sous-estimés en raison des difficultés rencontrées dans l'utilisation du système d'information [3]. Comme pour l'ensemble des organismes de formation, cette absence de concordance entre l'analyse des heures-stagiaires et celle des stagiaires est due à la différence des durées moyennes des stages ; ceux financés par les fonds publics des collectivités territoriales ont une durée moyenne de 218 heures en 2006, nettement supérieure à celle des stages financés par les entreprises assujetties (134 heures en moyenne).

Définitions

■ Le réseau "Formation continue" des établissements du second degré du ministère de l'Éducation nationale.

Au niveau de l'administration centrale :

- le service de formation continue, rattaché à la Direction générale de l'enseignement scolaire (DGESCO), qui s'occupe des actions menées dans les établissements du second degré.

Au niveau académique :

- la Délégation académique à la formation continue (DAFCO), qui est responsable de l'activité de formation continue dans l'académie sous l'autorité du recteur.

■ **Les établissements publics d'enseignement.** Les établissements du second degré sont essentiellement regroupés en GRETA (groupement d'établissements). Au sein des GRETA, ce sont les conseillers en formation continue (CFC) qui assurent la mise en place des actions.

■ **Heures-stagiaires.** (Stagiaires) X (Durée en heures des stages). Certaines actions réalisées dans les établissements d'enseignement secondaire étant cofinancées par deux ou trois types de financeurs, l'effectif d'ensemble peut comprendre des doubles comptes.

→ Pour en savoir plus

Publications

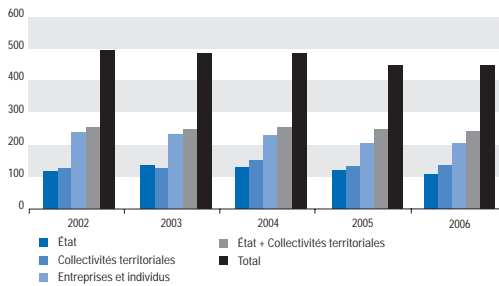
– Note d'Information, 08.18.

Sources : Enquête n° 63 sur l'activité des GRETA (DEPP).

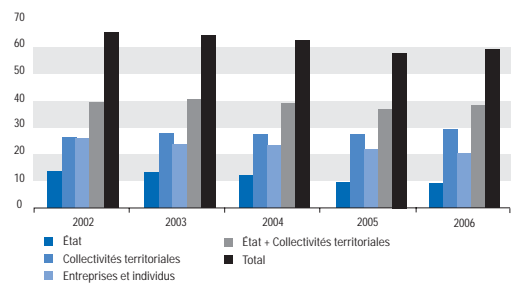
[1] Bilan de la formation continue dans les établissements secondaires (GRETA) (France métropolitaine + DOM)

	1997	% du total	2005	% du total	2006	% du total
Stagiaires (milliers)						
État	128,7	25,9%	116,5	26,1%	107,0	24,4%
Collectivités territoriales	127,5	25,6%	128,6	28,8%	131,7	30,0%
Entreprises et individus	241,3	48,5%	201,0	45,1%	200,7	45,7%
Total	497,5	100,0%	446,1	100,0%	439,4	100,0%
Heures-stagiaires (millions)						
État	18,5	24,6%	9,5	16,4%	9,1	15,7%
Collectivités territoriales	31,8	42,3%	26,9	46,5%	28,7	49,4%
Entreprises et individus	24,9	33,1%	21,5	37,1%	20,3	34,9%
Total	75,2	100,0%	57,9	100,0%	58,1	100,0%
Volume financier (millions d'euros)						
État	82,8	21,7%	69,7	17,4%	63,3	15,9%
Collectivités territoriales	124,6	32,7%	141,7	35,4%	144,8	36,4%
Entreprises et individus	173,8	45,6%	188,6	47,2%	190,0	47,7%
Total	381,2	100,0%	400,0	100,0%	398,1	100,0%

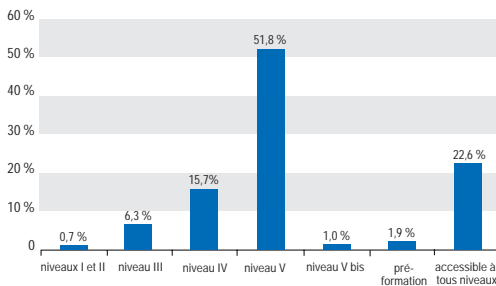
[2] Stagiaires du réseau des GRETA (milliers)



[3] Heures-stagiaires du réseau des GRETA (millions)



[4] Répartition des stagiaires selon le niveau de leur formation en 2006



[5] Répartition des stagiaires selon leur situation face à l'emploi en 2006

